



CAISSE DES ÉCOLES DE LA VILLE DE MARSEILLE

Acte d'engagement

Fourniture et livraison de livres personnalisés pour la remise
des prix de fin d'année d'études primaires dans les écoles
publiques communales.

Numéro de la consultation : [2023_03](#)

Procédure de passation : [MAPA ouvert](#)

Sommaire

ARTICLE 1 - INFORMATIONS ADMINISTRATIVES (RENSEIGNE PAR LA COLLECTIVITE)	3
1.1 Marché.....	3
1.2 Pouvoir adjudicateur.....	3
1.3 Informations comptables et financières.....	3
1.4 Code CPV.....	3
1.5 Réemploi, réutilisation ou intégration de matières recyclées.....	3
ARTICLE 2 - CONTRACTANT(S)	4
2.1 Identification.....	4
2.2 Compte à créditer.....	7
ARTICLE 3 - OBJET	9
3.1 Intitulé et objet des prestations.....	9
3.2 Caractéristiques de la consultation.....	9
ARTICLE 4 - MONTANT ET PRIX DU MARCHE	10
4.1 Forme du prix.....	10
4.2 Montant.....	10
ARTICLE 5 - AVANCE	11
ARTICLE 6 - DUREE	11
ARTICLE 7 - PROVENANCE DES FOURNITURES	11
ARTICLE 8 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	12
ARTICLE 9 - ENGAGEMENT ET SIGNATURE DU CANDIDAT	12
ARTICLE 10 - SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR	12
ARTICLE 11 - NOTIFICATION DU MARCHE	13
ARTICLE 12 - EXEMPLAIRE UNIQUE ET NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE	13

Article 1 - INFORMATIONS ADMINISTRATIVES (RENSEIGNÉ PAR LA COLLECTIVITÉ)

1.1 Marché

La procédure de passation est la suivante : **MAPA OUVERT- selon les articles suivants : articles L2123-1, R2123-1-1°, R2123-4 et 5 du Code de la commande publique.**

Nature des prestations : Fournitures

1.2 Pouvoir adjudicateur

Représentant du pouvoir adjudicateur : Monsieur Pierre HUGUET - Président de la Caisse des Ecoles.

Personne habilitée à donner des renseignements prévus à l'article R2191-60 du Code de la commande publique :

Madame Sylvie ALMERO
Directrice de la Caisse des Écoles
salmero@marseille.fr

1.3 Informations comptables et financières

Comptable public assignataire des paiements :

Monsieur l'Administrateur Finances Publiques de la Ville de Marseille

Trésorerie de Marseille Municipale

33 A rue Montgrand

13251 MARSEILLE CEDEX 20

Imputation budgétaire : Budget de fonctionnement

1.4 Code CPV

Code CPV principal : 22113000

1.5 Réemploi, réutilisation ou intégration de matières recyclées

Sans objet

Article 2 - CONTRACTANT(S)

2.1 Identification

EN CAS DE CANDIDATURE INDIVIDUELLE

.....

Nom, prénom et qualité du signataire :

Adresse

professionnelle :

.....

Code Postal : Ville :

Tél :

Courriel :

* agissant pour mon compte

* agissant pour le compte de la société

(Rayez ci-dessus la mention inutile)

Forme juridique (indiquer SA, SARL, ...) :

Dénomination sociale :

Domicilié à :

.....

Tél :

Dont le siège social est à :

.....

Tél :

Courriel :

N° SIRET : Code APE :

N° TVA intracommunautaire :

(pour les candidats européens sans établissement en France)

N.B. Les informations (dénomination sociale, forme juridique, SIRET...) doivent correspondre à celles indiquées dans le Kbis de la société.

EN CAS DE CANDIDATURE SOUS FORME DE GROUPEMENT D'ENTREPRISES

- 1er co-contractant : **MANDATAIRE**

Nom, prénom et qualité du
signataire :

Adresse
professionnelle :

.....

Code Postal : Ville :

Tél :

Courriel :

* agissant pour mon compte

* agissant pour le compte de la société

(Rayez ci-dessus la mention inutile)

Forme juridique (indiquer SA, SARL, ...) :

Dénomination
sociale :

Domicilié à :

.....

Tél :

Dont le siège social est à :

Tél :

Courriel :

N° SIRET : Code APE :

N° TVA intracommunautaire :

(pour les candidats européens sans établissement en France)

agissant en tant que mandataire :

* du groupement conjoint

* du groupement conjoint pour lequel il est solidaire des cotraitants du groupement

* du groupement solidaire

(Rayez ci-dessus les mentions inutiles)

- 2ème co-contractant:

Nom, prénom et qualité du signataire :

Adresse

professionnelle :

.....

Code Postal : Ville :

Tél :

Courriel :

* agissant pour mon compte

* agissant pour le compte de la société

(Rayez ci-dessus la mention inutile)

Forme juridique (indiquer SA, SARL, ...) :

Dénomination sociale :

Domicilié à :

.....

Tél :

Dont le siège social est

à :

.....

Tél :

Courriel :

N° SIRET : Code APE :

N° TVA intracommunautaire :

(pour les candidats européens sans établissement en France)

- 3ème co-contractant :

Nom, prénom et qualité du signataire :

Adresse

professionnelle :

.....

Code Postal : Ville :

Tél :

Courriel :

* agissant pour mon compte

* agissant pour le compte de la société

(Rayez ci-dessus la mention inutile)

Forme juridique (indiquer SA, SARL, ...) :

Dénomination sociale :

Domicilié à :

.....

Tél :

Dont le siège social est à :

.....

Tél :

Courriel :

N° SIRET : Code APE :

N° TVA intracommunautaire :

(pour les candidats européens sans établissement en France)

2.2 Compte à créditer

Règlement sur un compte unique

En cas de candidat unique ou de groupement solidaire sans répartition de paiement :

Compte ouvert au nom de :

IBAN :

BIC :

Joindre un relevé BIC (bank identification code) ou IBAN (international bank account number).

Dans le cas d'un groupement solidaire, les paiements seront effectués sur un compte unique ouvert au nom de chacun des membres du groupement, ou sur le compte du mandataire, qui devra alors être dûment habilité par chacun des cotraitants.

Règlements sur des comptes séparés

En cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire avec répartition de paiement :

- Compte ouvert au nom de :

Domiciliation :

IBAN :

BIC :

Joindre un relevé BIC (bank identification code) ou IBAN (international bank account number).

- Compte ouvert au nom de :

Domiciliation :

IBAN :

BIC :

Joindre un relevé BIC (bank identification code) ou IBAN (international bank account number).

Dans ce cas, les montants dus sont portés au crédit des comptes désignés ci-dessus. Joindre les relevés bancaires de chaque co-traitant.

Une répartition des paiements entre membres du groupement sera jointe au présent acte d'engagement (sauf exception type accord-cadre à bons de commande).

Obligation du titulaire d'informer le Représentant du Pouvoir Adjudicateur de tout changement de sa situation :

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG applicable, le titulaire s'engage à informer par écrit, dans les meilleurs délais, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur de tout changement de sa situation administrative, juridique et financière et, plus généralement, de toutes modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

A ce titre, il notifie toute modification survenant au cours de l'exécution du marché et se rapportant notamment :

- à son statut (cession, fusion, changement de forme juridique, de raison sociale, de dénomination, de siège social, ...),
- à un changement d'adresse,

- à un changement de domiciliation bancaire,
- à la mise en œuvre à son encontre d'une procédure de redressement judiciaire, de liquidation judiciaire ou de toute autre mesure d'interdiction de concourir.

Le titulaire est tenu de communiquer au Représentant du Pouvoir Adjudicateur tous les justificatifs nécessaires attestant de ce changement de situation (extrait K bis, publications légales, copie de procès-verbaux d'assemblées générales, jugements, nouveau RIB, nouveaux pouvoirs du Représentant du titulaire,...) afin de permettre au Pouvoir Adjudicateur de prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la continuité du marché.

Article 3 - OBJET

3.1 Intitulé et objet des prestations

La présente consultation a pour objet la fourniture et la livraison de livres personnalisés pour la remise des prix de fin d'année d'études primaires qui se déroulera au mois de juin 2024 dans les mairies de secteur et les écoles publiques communales

Chaque élève de CM2 se verra offrir lors d'une cérémonie un ouvrage avec le mot du Maire de Marseille et celui du Président de la Caisse des Écoles imprimés sur la première page pour marquer son passage vers la sixième ce qui représente environ 9 200 livres.

La quantité exacte sera précisée dans la commande.

3.2 Caractéristiques de la consultation

Le candidat devra annexer au mémoire technique une présentation d'une sélection de 20 ouvrages jeunesse, adaptés à des élèves de 11 ans choisis parmi les thématiques autour de la citoyenneté, de la tolérance, du vivre ensemble, de la parité, de la solidarité, de la lutte contre le harcèlement, de la discrimination et du patrimoine régional.

Le montant moyen des livres proposés devront être d'un montant unitaire TTC remise déduite d'environ 10€.

Le titulaire devra s'assurer des délais d'impression et de livraison auprès de l'éditeur.

Après la notification, le titulaire devra effectuer en librairie une première présentation de chaque ouvrage pour les agents de la Caisse des Écoles qui effectueront une première sélection.

Le titulaire retirera de sa présentation les ouvrages non retenus et adressera par courriel à la Caisse des Ecoles la présentation des ouvrages sélectionnés. Celle-ci sera

adressée aux membres du jury qui choisiront le ou les ouvrages retenus pour la commande finale.

Si nécessaire, une deuxième sélection d'ouvrages avec présentation numérique et en librairie pourra être demandée au candidat.

Un mot du Maire de Marseille et du Président de la Caisse des Écoles devront être imprimés sur la première page du ou des ouvrages choisis. Un fichier sous format pdf sera transmis au candidat, dès le marché notifié.

Les ouvrages devront être livrés dans un point unique situé sur le territoire marseillais dont l'adresse sera communiquée ultérieurement.

Article 4 - MONTANT ET PRIX DU MARCHÉ

4.1 Forme du prix

Le marché est conclu aux prix unitaires figurant dans les catalogues ou prix publics du titulaire après application de la remise contractuelle.

appel des lois encadrant des livres acquis par les collectivités et des textes applicables:

- La loi n°81-766 du 10 août 1981 relative au prix du livre, dite « loi Lang », instaure un prix unique du livre en France, prix fixé par l'éditeur ;
- la circulaire du 30 décembre 1981 indique que le champ d'application de la loi de 1981 est identique à celui déterminé par la définition fiscale du livre qui permet d'appliquer à ce produit un taux de T.V.A réduit à 5,5 % ;
- la directive 2009/47/CE du Conseil du 5 mai 2009 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les taux réduits de taxe sur la valeur ajoutée pour livres sur supports physiques ;
- **la loi du 18 juin 2003 relative à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque modifie la loi Lang en plafonnant à 9% la remise qui peut être consentie dans le cadre de marchés pour la fourniture de livres aux collectivités.**

4.2 Montant

Les bons de commandes seront émis dans les conditions et limites suivantes :

- minimum annuel : 70 000 € HT
- maximum annuel : 130 000 € HT

Les prix unitaires du marché sont détaillés dans :

- les catalogues et / ou tarifs publics, auxquels s'appliquent le taux de rabais consenti et mentionné par le candidat dans l'annexe n°1 du présent document.

- le bordereau de prix unitaire concernant l'impression mentionné par le candidat dans l'annexe n°2 du présent document.

Le prix du marché résulte donc de l'application des quantités réellement exécutées aux prix unitaires TTC des catalogues après application de la remise auquel se rajoute le coût de l'impression indiqué dans le bordereau de prix unitaire.

Le marché pourra faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement de créances, conformément aux articles R2191-45 à 63 du Code de la commande publique.

Article 5 - AVANCE

Une avance est accordée au titulaire du présent marché, conformément aux articles R.2191-2 à 12 du CCP.

L'option retenue concernant les avances est l'option B telle que définie au CCAG applicable.

Pour les micro, petites et moyennes entreprises (PME), le taux de l'avance est de 10 %.
Pour les autres entreprises, le taux de l'avance est de 5 %.

Le candidat est une PME* : oui - non

Je renonce au bénéfice de l'avance : oui - non

(Rayez la mention inutile)

*La catégorie des micro, petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.

Article 6 - DURÉE

La durée du marché se définit comme suit : **de la notification à la fin de l'exécution de la prestation.**

Cette durée est une durée ferme et ne pourra faire l'objet de reconductions.

Toute information complémentaire relative à la durée et/ou aux délais figure au CCP.

Article 7 - PROVENANCE DES FOURNITURES

Sans objet

Article 8 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le candidat est tenu de maintenir son offre, à compter de la date limite de remise des offres, pendant un délai de : **6 mois.**

Article 9 - ENGAGEMENT ET SIGNATURE DU CANDIDAT

Clause de protection des données (RGPD)

Le présent marché n'est pas concerné.

Dispositions relatives au respect des principes de la République

Le présent marché n'est pas concerné.

Après avoir pris connaissance des documents constitutifs du dossier de marché, tels que listés au CCP en tant que documents contractuels,

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L2141-1 à 14 du Code de la commande publique

A, le

En un seul original

Le candidat ou le mandataire

*Signature du candidat, précédée des nom,
prénom et qualité du signataire*

(Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente).

Article 10 - SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée.

A Marseille, le

Signature

(Représentant du pouvoir adjudicateur habilité à signer)

Monsieur Pierre HUGUET, Président de la Caisse des Écoles.

Date de transmission en Préfecture :

Article 11 - NOTIFICATION DU MARCHÉ

En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous :

"Reçu à titre de notification une copie du présent marché"

A, le

Signature du titulaire

En cas d'envoi en recommandé avec accusé de réception, l'avis de réception postal, daté et signé du titulaire sera annexé au présent document.

En cas de notification par voie électronique, indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire.

Article 12 - EXEMPLAIRE UNIQUE ET NANTISSEMENT OU CESSIION DE CRÉANCE
CADRE POUR LA FORMULE DE NANTISSEMENT OU DE CESSIION DE CRÉANCES

Pouvoir adjudicateur : Caisse des Écoles

A l'attention de : Pierre HUGUET

Président de la Caisse des Écoles - 40 rue Fauchier - 13233 Marseille cedex 20

A remplir par l'administration (pouvoir adjudicateur) en original sur une photocopie

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit ou au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun en cas de cession ou de nantissement de créance de :

La totalité du marché dont le montant est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

La totalité du bon de commande n° afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous traitants bénéficiant du paiement direct évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

et devant être exécutée par en qualité de

A Marseille, le

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur